

 uniterre



AOUT 2022  
N° 3 67<sup>e</sup> ANNEE  
JAB 2518 NOOS

[WWW.UNITERRE.CH](http://WWW.UNITERRE.CH)

BIENVENUE  
Nouveaux collègues à Uniterre

LA GRANDE DISTRIBUTION  
se sucre sur notre dos

BIO SUISSE  
Le dialogue porte ses fruits

L'OMC  
Les inégalités se creusent

# LE JOURNAL **PAYSAN** **INDÉPENDANT**





# APPRECIER LE TRAVAIL!

## EDITORIAL

MAURUS GERBER  
PRÉSIDENT D'UNITERRE

Lors de la consultation sur le train d'ordonnances 2022, Uniterre a proposé l'ajout suivant à l'art. 3, alinéa 1 de l'Ordonnance sur la terminologie agricole: "1 UMOS équivaut au temps de travail d'un Equivalent Temps plein (ETP) des employés de l'OFAG. Les facteurs UMOS sont recalculés en conformité de cet ETP."

Actuellement, une Unité main d'œuvre standard (UMOS) dans l'agriculture est calculée sur la base de 2600 h/an, tandis que dans d'autres secteurs, un ETP se situe en dessous de 2000 h/an (48 semaines à – au maximum - 42,5 h => 2040 h/an; à déduire d'éventuelles vacances supplémentaires et les jours fériés). Nous constatons que ces dernières années, l'agriculture suisse est de plus en plus dans la tourmente: les prix des intrants augmentent tandis que les prix à la production sont sous une pression croissante des acheteurs /transformateurs. S'y ajoutent à tous moments des contraintes et réglementations supplémentaires, avec de la paperasse en plus. Le résultat: Le nombre de suicides et de burn-out dans l'agriculture a pris l'ascenseur et atteint un niveau plus qu'inquiétant.<sup>1</sup>

Dans la situation géopolitique actuelle, les consommatrices et consommateurs commencent à réaliser à quel point une production alimentaire indigène et de proximité est importante. C'est donc le moment idéal de redonner à l'agriculture sa véritable (et méritée) valeur. Selon l'art. 8, alinéa 1 de la Constitution, tous les êtres humains sont égaux devant la loi. Il faut donc rejeter les calculs effectués sur des bases injustes et inégales dans une politique agricole qui se paye le luxe de ne pas respecter notre Constitution.

Rappelons-nous en:

- Lors de chaque repas, nous devons prendre conscience que ce n'est que grâce à vos efforts inlassables que nous pouvons nous nourrir.
- Le monde agricole parviendra aisément à survivre sans tous les bureaucrates, tandis que l'inverse est illusoire....

Tous les êtres humains, y compris les familles paysannes, méritent une vie digne et que leur travail soit apprécié à sa juste valeur. •

<sup>1</sup> Liens médias:

- [www.swissinfo.ch/fre/economie/agriculture\\_le-nombre-de-suicides-de-paysans-inquiete/42774642](http://www.swissinfo.ch/fre/economie/agriculture_le-nombre-de-suicides-de-paysans-inquiete/42774642)
- [www.ufarevue.ch/fre/gestion/prevention-et-soutien-approprié](http://www.ufarevue.ch/fre/gestion/prevention-et-soutien-approprié)

## RETROSPECTIVE

Manifestation contre l'OMC à Genève, le 11 juin 2022



# NOUVEAUX COLLÈGUES A UNITERRE

## KATHARINA SCHATTON

### Quel est ton parcours jusqu'à maintenant ?

J'ai grandi et été scolarisée d'abord au Toggenburg, puis à Saint-Gall. Après ma maturité, j'ai d'abord travaillé dans un journal local, avant de partir quelques mois au Pérou comme assistante scolaire. En automne 2018, j'ai commencé des études en sciences sociales et environnementales à l'université de Fribourg, que je viens de terminer cet été.

Parallèlement à mes études, j'ai toujours eu beaucoup de plaisir à m'engager dans différents domaines: Dans la culture maraîchère biologique, dans le jardin du centre des étudiant.e.s ou encore dans les rédactions du magazine des étudiant.e.s et du magazine en ligne GoGreen.

### Quels sont tes liens avec le monde paysan ?

Malheureusement, je n'ai pas grandi dans une ferme. Mais parfois, quand mes parents devaient travailler le week-end, je pouvais compenser cela un peu et je passais ces journées à la ferme d'une famille amie du village. Chaque soir, on avait du mal à me faire sortir du poulailler ou des bottes de foin... En parallèle, je travaille comme stagiaire en maraîchage biologique. J'ai certes opté pour des études universitaires, mais j'apprécie aussi beaucoup de pouvoir effectuer des travaux pratiques entre les carrés de légumes, dans les champs ou encore les tunnels maraîchers, et d'avoir ainsi un aperçu précieux de certains aspects de l'agriculture.

### Qu'est-ce qui t'a poussé à postuler auprès d'Uniterre ?

Comme pour beaucoup de gens, ce sont les activités utiles qui me plaisent le plus. S'engager pour la souveraineté alimentaire, des salaires équitables et une agriculture durable signifie exactement cela. Uniterre, avec son rôle historique de syndicat paysan, défend également ces valeurs. J'ai en outre rapidement remarqué que l'ambiance chaleureuse de la petite équipe engagée et bilingue de l'organisation me plaisait beaucoup. Ma candidature s'est donc écrite presque toute seule.

### Quels sont les dossiers qui t'intéressent le plus ?

Au regard de l'histoire d'Uniterre, il est très important pour moi de m'orienter vers les voix multiples des paysannes et des paysans. Pour que cette participation puisse être garantie, il est surtout important d'avoir des échanges intensifs et réguliers avec les sections régionales suisses alémaniques qui représentent les membres. Sur le plan thématique, je m'intéresse entre autre beaucoup à la mise en œuvre de la directive européenne 2019/633 interdisant les pratiques commerciales déloyales dans le secteur agricole, au soutien des initiatives agricoles solidaires et à la prévention du libre-échange qui nuit à l'agriculture locale et régionale dont nous avons tant besoin.

### Ta plus grande révolte et ton plus grand espoir, en quelques mots ?

Franchement, je ne mène pas une vie très révolutionnaire. Je ne qualifierais pas mon engagement politique comme révolte, le changement que je souhaite ne va pas assez vite ni assez loin pour cela. Peut-être à titre personnel: pour moi, c'était une petite victoire contre moi-même d'admettre le fait que ma vie professionnelle ne sera pas aussi linéaire que celle de certains de mes camarades de classe. Je ne sais pas depuis toujours que je veux devenir x ou y. Mon chemin s'est toujours tracé en marchant, guidé par des valeurs plutôt que par des souhaits de carrière concrets - j'ai d'abord dû apprendre à l'accepter.

Mon plus grand espoir est probablement un peu utopique, mais après tout, les espoirs sont faits pour ça. J'espère un changement fondamental de paradigme social dans les années à venir. Je souhaite une société qui considère son environnement et surtout l'agriculture avec respect et estime et qui est prête à la payer équitablement pour des produits durables, sains et locaux. •

## ALBERTO SILVA

### Quel est ton parcours jusqu'à maintenant ?

Je m'appelle Alberto Silva, j'ai 34 ans, j'habite dans une ferme à Hennens, dans la campagne glânoise et je suis issu d'une famille d'ouvriers immigrés portugais. Si j'ai eu la possibilité de suivre un parcours universitaire, il a été jalonné par une multitude de jobs (usine, chantier, radio, vente, secrétaire politique, etc.), ce qui m'a permis d'acquérir des compétences diverses. À la fin de mes études, je savais que je voulais trouver un équilibre entre travailler la terre et être secrétaire syndical. J'avais en effet contribué à la création de la section fribourgeoise de solidaritéS, pour laquelle j'ai été secrétaire politique et notamment responsable de la campagne pour la souveraineté alimentaire. Outre un court passage chez un maraîcher gruyérien, ma reconversion professionnelle a pris un peu de temps à se réaliser. J'ai donc emprunté une voie qui s'offrait à moi et ai débuté la réalisation d'une thèse en sociologie sur la numérisation de la préparation alimentaire à l'Université de Neuchâtel. Puis parallèlement à cela, ma reconversion a débuté: nous développons avec un ami une micro-ferme maraîchère à Siviriez (Fribourg). Depuis 2 ans maintenant, nous cultivons biologiquement des fruits et légumes et les proposons sous forme de paniers et en vente directe. Aujourd'hui engagé à Uniterre, j'ai enfin pu conjuguer mon désir de travailler la terre et mon intérêt syndical. D'une manière ou d'une autre, la production, la consommation et le rapport social à la nourriture m'ont toujours intéressé, surtout d'un point de vue politique. Militant, engagé et maintenant producteur, il me tient à cœur de défendre les droits des paysan.ne.s et d'œuvrer au développement et à la défense d'une agriculture durable, locale et au service des agricultrices.teurs et des consommatrices.teurs. Je peux donc dire maintenant, avec beaucoup de bonheur, que j'exerce les deux métiers de mes rêves!

### Pourquoi Uniterre ?

Justement parce que c'est Uniterre! Uniterre est une organisation avec une légitimité et un poids à l'échelle nationale, qui défend des valeurs chères à mes yeux: la souveraineté alimentaire, le droit à l'alimentation, la défense des droits des paysan.ne.s, notamment pour les petites exploitations. Uniterre s'engage également contre l'industrialisation de la production alimentaire, lutte pour sortir l'agriculture des accords de libre-échange et milite pour que les agricultrices.teurs puissent mener une vie décente, avec salaire correct. Je ne pouvais pas passer à côté de cette belle opportunité de collaborer au sein d'une organisation ayant autant de sens pour moi. L'engagement chez Uniterre me permet maintenant de faire concorder un poste salarié dans le domaine agricole, politique et militant avec mon projet de maraîchage. Il y a une réelle complémentarité entre le travail politique chez Uniterre et une activité pratique dans le développement concret d'un système alternatif, pour contribuer à façonner l'agriculture de demain.

### Qu'aimerais-tu amener à Uniterre ?

Bien que je sois un "néo-paysan", j'aimerais pouvoir apporter un regard différent, peut-être un peu extérieur, parfois critique, souvent drôle, mais toujours bienveillant. Je souhaite en tout cas mettre mes compétences à disposition pour renforcer l'association en la faisant découvrir de manière large. J'aimerais, très humblement, pouvoir donner envie aux agricultrices.teurs, mais aussi aux consommatrices.teurs de se battre collectivement pour une agriculture plus respectueuse des humain.e.s, de l'environnement et de la biodiversité. •



# LA GRANDE DISTRIBUTION S'EN MET PLEIN LES POCHEs, SUR NOTRE DOS!

MICHELLE ZUFFEREY  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

La situation actuelle de crise, l'inflation mettent en lumière les aberrations du système alimentaire actuel qui saigne les paysannes et paysans, s'enrichit sur le dos des consommatrices et consommateurs. La place prédominante de la grande distribution en Suisse provoque une réelle distorsion du pouvoir de négociation sur les prix, un manque indécent de transparence au sein de la filière alimentaire, d'autant plus fort que la grande distribution est en plus propriétaire de centres collecteurs et d'unités de transformation. Uniterre exige que la Déclaration sur les droits des paysans (UNDROP) soit mise en œuvre par la Suisse.

**ABUS DE POUVOIR.** Cette situation de monopole porte préjudice à la paysannerie suisse, aux consommatrices et consommateurs mais également à tous les acteurs de la filière à savoir, les artisans transformateurs et les restaurateurs. Actuellement, il est complètement déraisonnable de maintenir un tel système qui renforce le pouvoir de monopole de la grande distribution, alors qu'il faudrait pour assurer la sécurité alimentaire de notre pays, tout mettre en œuvre pour renforcer notre agriculture en payant aux paysan.nes des prix qui couvrent les coûts de production.

Fin juin passé, Le Temps, Heidi.News ont révélé que "les marges brutes de Migros et Coop sont élevées, très élevées même, en fonction du produit et de la référence, par exemple pour certains fromages ou des yogourts...". Au même moment, la FRC sortait un dossier sur les marges brutes de la grande distribution. Nous savions que les marges en Suisse sont les plus élevées d'Europe, mais qu'elles puissent

atteindre les 52% (sur un flan d'une marque suisse bien connue), ce n'est plus une marge, c'est du vol!

Pâtissent de cette situation, les consommatrices et consommateurs d'un côté et les paysannes et paysans de l'autre!

**NÉFASTE CONCURRENCE DES GÉANTS.** Si ces deux coopératives étaient prêtes à prendre leurs responsabilités sociales, en abaissant leurs marges, une majoration des prix d'achat aux paysan.nes n'aurait aucun impact sur les prix à la consommation.

Les marges que ces deux géants s'octroient sont dues en grande partie à leur concurrence effrénée qui les pousse à construire sans cesse, pour leur enseigne et celles qu'ils ont rachetées, de nouveaux magasins, supermarchés, parking, etc. Et cela a un impact évident sur leur budget mais aussi et surtout, ces constructions occupent des espaces, des terres, qui pourraient être mieux utilisées.

**PRIX JUSTES ET TRANSPARENCE.** Le système ne tient plus la route! Il y a lieu de prendre des mesures! Les paiements directs ne doivent plus permettre de justifier des prix scandaleusement bas qui ne profitent qu'à la grande distribution! Le temps est venu de légiférer pour assurer l'information, la participation effective des paysan.nes et paysans et des consommatrices et consommateurs dans la politique alimentaire. Le politique doit maintenant prendre ses responsabilités.

L'Italie et l'Espagne ont légiféré et interdit l'achat des produits agricoles aux paysan.nes en dessous du coût de revient! Comme les autres pays de l'Union européenne, ces pays ont mis en place des outils qui permettent, d'une part, de suivre les évolutions des coûts de production, d'informer sur les marges aux différents échelons de la chaîne alimentaire et d'autre part, qui permettent aux paysan.nes et aux

consommatrices et consommateurs de dénoncer les pratiques commerciales déloyales. Cette dernière instance a également le pouvoir de sanctionner les abus.

**RÉGLEMENTATION DE LA GRANDE DISTRIBUTION.** La Suisse est à la traîne: des évolutions majeures sont faites en Europe, mais elle juge que la situation actuelle est satisfaisante! La Suisse est aussi schizophrène, elle a soutenu l'élaboration de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), elle a voté en faveur de cette Déclaration à New-York en décembre 2018, et pourtant ne se bouge pas pour la mettre en œuvre. Pourtant cette déclaration définit que les paysannes et paysans ont des droits: droit à l'information, même sur des données qui actuellement sont protégées par le "secret commercial", le droit à la participation libre et éclairée à toutes les décisions et projets les concernant.

Et les Etats ont des obligations, à savoir, entre autres, de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les acteurs non étatiques qu'ils sont à même de réglementer, tels que (...) les sociétés transnationales et les autres entreprises commerciales, respectent et renforcent les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

La Migros et la Coop sont bien des entreprises commerciales sises sur le territoire suisse? Uniterre exige que la "Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales" soit mise en œuvre en Suisse, dans les politiques intérieures et extérieures. •

## MARGES SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES:

Nous reprenons ici quelques chiffres qui témoignent des marges prélevées par la grande distribution sur des produits laitiers. La FRC a pu consulter les informations concernant les LRG sur le darknet. Pour des informations complètes sur les marges prélevées par la grande distribution, voir: <https://enquetes.frc.ch/marges> et <https://www.frc.ch/dans-le-commerce-de-detail-les-intermediaires-se-sucrent-sur-le-bio/>

PRODUIT	PRIX FOURNISSEUR	MARGE en Fr.	PRIX AU CONSOMMATEUR
COOP Tomme Jean-Louis Crème, 100g	1.36	0.59	1.95
MIGROS Tomme Jean-Louis Crème, 100g	1.28	0.67	1.95
COOP Tomme vaudoise nature, 100g	1.40	0.95	2.35
MIGROS Tomme vaudoise nature, 100g	1.26	0.84	2.10
COOP Tamtam chocolat suisse, 4x100g	1.72	0.68	2.40
MIGROS Tamtam chocolat suisse, 4x100g	1.49	0.86	2.35
COOP Tamtam à la vanille sauce caramel, 4x100g	1.52	0.88	2.40
MIGROS Tamtam Vanille 4x100g	1.49	0.96	2.45

## QUELQUES REMARQUES:

- Les marges ajoutées par les 2 grands détaillants sur les prix d'achat au fournisseur peuvent atteindre 96 centimes, sur un produit vendu à 2.45!
- Lorsqu'un détaillant négocie un prix d'achat au fournisseur qui est moindre que celui pratiqué pour la concurrence, cela n'est pas répercuté sur le prix de vente! La tomme Jean-Louis Crème (100g) est achetée à 1.36 par la Coop et à 1.28 par la Migros. Pour les consommatrices et consommateurs, le prix d'achat reste le même.



# UNITERRE - BIO SUISSE: LE DIALOGUE SUR L'HUILE DE PALME

LAURENT VONWILLER  
MEMBRE DU COMITÉ UNITERRE

**L'HUILE DE PALME BIO SUISSE EST-ELLE PLUS DURABLE QUE L'HUILE DE PALME CONVENTIONNELLE?** Depuis la fin du siècle dernier, l'industrie et le commerce ont eu de plus en plus recours à l'huile de palme, une matière première bon marché, du fait de la non prise en compte des aspects négatifs de cette production et de l'externalisation des coûts écologiques et sociaux. En revanche, un nombre croissant de consommateurs prennent conscience des dommages causés par l'huile de palme: Déforestation, accaparement des terres, perte de la biodiversité, augmentation du réchauffement climatique (etc.), de sorte que les importations en Suisse n'ont cessé de diminuer: de 38'000 tonnes en 2013 à 20'000 tonnes en 2021.

**QU'EN EST-IL DE L'HUILE DE PALME CERTIFIÉE PAR BIO SUISSE?** Peut-on recommander en toute bonne conscience des produits contenant cette huile de palme? Uniterre a voulu le savoir et a mené une enquête en collaboration avec d'autres organisations. Nous communiquons ici nos conclusions et informons sur le dialogue en cours avec Bio Suisse depuis 2021:

**RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS ET NÉCESSITÉ D'AGIR.** Les produits bio représentent généralement un progrès par rapport à l'agriculture conventionnelle. Pourtant, en ce qui concerne l'huile de palme Bio Suisse des progrès substantiels doivent être faits pour que ce produit puisse vraiment être qualifié de "durable"! En 2021, deux plantations - alors certifiées par Bio Suisse - ont été évaluées: L'une sur l'île de São Tomé, appartenant au groupe financier international "Socfin", l'autre dans le nord-est du Brésil appartenant au géant brésilien de l'huile de palme "Agropalma". Résultats des évaluations: Dans les deux cas, des pratiques incompatibles avec le règlement de Bio Suisse ont été constatées!

**LA PLANTATION BIO À SÃO TOMÉ, A DÉFRICHÉ PLUS DE 1'500 HA DE FORÊT DE HAUTE QUALITÉ ENTRE 2011 ET 2014:**

- Une menace sérieuse pour la biodiversité. De petits agriculteurs ont également été spoliés de leurs terres.
- Le propriétaire de la plantation Bio du Brésil s'est approprié illégalement de 35'000 ha de terres entre 1975 et 2008 en falsifiant des documents au détriment de communautés indigènes, qui réclament aujourd'hui leur rétrocession.

Uniterre propose donc à Bio Suisse d'améliorer son système de contrôle afin d'exclure à l'avenir la certification de telles exploitations!

**BESOIN DE TRANSPARENCE DANS LES CERTIFICATIONS BIO SUISSE:** Depuis 2021, de nouvelles exigences affichent une intention de durabilité, parlant de "culture diversifiée" et d' "approvisionnement auprès de groupes de petits paysans".

**UNITERRE ATTEND DES PREUVES** qu'il existe vraiment des exploitations certifiées qui ne sont effectivement pas des plantations en monoculture aux mains de l'agriculture industrielle. Elle attend de Bio Suisse qu'elle fasse preuve de transparence sur cette question!

**LA CERTIFICATION RSPO GARANTE DE DURABILITÉ?** Les deux évaluations démontrent que les organismes de contrôle RSPO ferment souvent les yeux sur de mauvaises pratiques dans des plantations qu'ils certifient.

Uniterre pense que la collaboration entre la certification Bio Suisse et la certification RSPO ne garantit pas la durabilité des cultures, car manifestement, RSPO sert en premier lieu les intérêts des grandes industries et des entreprises commerciales!

**HUILE DE PALME BIO PROVENANT DE PLANTATIONS EN MONOCULTURE?**

Les monocultures dans les pays tropicaux appliquent un modèle obsolète datant de l'époque coloniale qui ont des impacts néfastes sur le climat, les conditions sociales dans les pays producteurs et sur la biodiversité.

**UNITERRE BANNIT LES SYSTÈMES DE MONOCULTURE** et mise sur un soutien conséquent aux petits paysans pratiquant une culture diversifiée. Elle demande également des priorités claires pour les oléagineux bio: augmentation des cultures en Suisse (et/ou importations des pays voisins) dans le cadre de la rotation des cultures. Ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'ils pourraient être remplacés par des matières transportées à travers le monde!

**LE DIALOGUE PORTE SES PREMIERS FRUITS - MAIS IL FAUT ALLER PLUS LOIN!** Depuis février 2021, Bio Suisse a réagi aux résultats des évaluations d'Uniterre: En 2021, elle a retiré sa certification à la plantation de São Tomé. Plus récemment, Uniterre a appris que la certification de la plantation bio du Brésil, échue fin mai 2022, ne serait pas renouvelée.

**UNITERRE SOUTIENDRA UNE TRANSITION VERS UN PRODUIT VRAIMENT DURABLE.** Uniterre salue le fait que Bio Suisse ait pris de premières mesures et lancé un projet sur les matières premières critiques. De son point de vue, ce projet doit avancer sans délai: à l'heure du réchauffement climatique et de la recrudescence de la faim dans le monde, Bio Suisse devrait se démarquer de l'agriculture industrielle et mettre clairement le cap sur une "véritable durabilité" pour les matières premières critiques!

**UNITERRE SOUTIENDRA UN ABANDON PROGRESSIF** de plantations en monoculture couplé avec un soutien conséquent aux petits paysans pratiquant des cultures diversifiées. Ainsi, Uniterre peut envisager qu'une huile de palme biologique puisse trouver sa place sur le marché suisse en tant que produit "véritablement durable". •

PLUS D'INFORMATIONS:

<https://partner.bio-suisse.ch/fr/politiqueimportation.php>



## AU ROYAUME DU GREENWASHING, ALDI EST ROI

VANESSA RENFER  
UNITERRE, COMMISSION LAIT JUIN 2022

**O**n le sait bien, dans le monde impitoyable de la grande distribution, tous les coups, et surtout les coups bas, sont permis. Avec les sommes immenses amassées sur le dos des productrices et producteurs, les as du marketing peuvent se permettre de jouer sans vergogne avec des campagnes publicitaires assénées avec la précision d'un missile.

**DERNIER EN DATE AU PAYS DU LAIT QUI SE VEUT PLUS BLANC QUE BLANC,** Aldi fait la promotion de sa nouvelle gamme "Retour aux sources". On nous promet un standard bio qui va plus loin. Et surtout, on annonce un lait sans antibiotiques.

**DANS LE FOND,** un lait issu d'un élevage qui ne nécessite pas d'antibiotiques, on ne peut qu'acclamer. Le problème réside dans le message sous-jacent qui est compris par de nombreux consommateurs: si ce lait est produit sans antibiotiques, alors est-ce que cela veut dire que chez les autres distributeurs, le lait en contient? Est-ce que cela veut dire que les paysans en administrent de façon régulière? Qu'ils/elles ne font aucun effort?

**EN SUISSE, L'USAGE D'ANTIBIOTIQUES** en production laitière est fortement réglementé. A juste titre. Le temps d'attente avant de pouvoir à nouveau commercialiser le lait est doublé en production bio. Faire la promotion de méthodes d'élevage alternatives, de thérapies douces, de races plus rustiques, c'est une bonne chose. Cela ne doit toutefois pas se faire en dénigrant le reste de la profession.

**PAR AILLEURS, LA RÉMUNÉRATION RESTE LARGEMENT INSUFFISANTE.** Quand bien même Aldi promet 10 centimes de plus par kilo, cela reste très inférieur aux surcoûts engendrés par de telles méthodes de production. Nous, productrices et producteurs, ne devons pas nous laisser duper. Nos partenaires, ce ne sont pas les grandes enseignes. Ce sont les consommatrices et consommateurs. Et avec eux, nous pouvons conclure un partenariat basé sur le respect mutuel, et des efforts consentis de chaque côté. Pour une production laitière véritablement durable, et un avenir pour nos fermes! •



# L'OMC, UN GIGANTESQUE ...

MICHELLE ZUFFEREY  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

**L'OMC, UNE GIGANTESQUE STRUCTURE.** Il a beaucoup été question de l'OMC en juin dernier, en raison de la conférence ministérielle qui s'est déroulée à Genève, siège de l'OMC. Le fonctionnement de cette gigantesque organisation est mal connu. Ci-dessous quelques informations sur son rôle, sa structure, ses dossiers principaux, tirées du site de l'OMC

**LA MISSION DE L'OMC.** "L'OMC offre une enceinte où sont négociés des accords destinés à réduire les obstacles au commerce international, à garantir des conditions égales pour tous et à contribuer ainsi à la croissance économique et au développement. Elle offre également un cadre juridique et institutionnel pour la mise en œuvre et le suivi de ces accords et pour le règlement des différends découlant de leur interprétation et de leur application. Au cours des 60 dernières années, l'OMC, établie en 1995, et le GATT, son prédécesseur, ont contribué à créer un système commercial international solide et prospère qui a favorisé une croissance économique mondiale sans précédent." En réalité, ce sont surtout les grandes entreprises transnationales qui ont connu un immense essor économique depuis l'ouverture du GATT. Cela a créé une classe de nantis et exacerbé les inégalités sociales. En ce qui concerne le règlement des différends, cet outil se substitue souvent à la justice nationale d'un pays, qui peut être mis en cause pour non application des règles de l'OMC.

## LA STRUCTURE DE L'OMC.

- Au premier niveau, il y a la conférence des Ministres qui se réunit en général tous les 2 ans. La dernière conférence en date s'est déroulée à Genève du 12 au 17 juin 2022.
- Au deuxième niveau, il y a le Conseil général (composé normalement des ambassadeurs et des chefs de délégation en poste à Genève, mais parfois aussi de fonctionnaires envoyés par les capitales des pays Membres), qui se réunit plusieurs fois par an au siège de l'Organisation à Genève. Le Conseil général se réunit aussi en tant qu'Organe d'examen des politiques commerciales et en tant qu'Organe de règlement des différends.
- Le Président du Conseil général est Suisse, il s'agit de l'Ambassadeur Didier Chambovey.
- Au troisième niveau, il y a le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services et le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui rendent compte au Conseil général. De nombreux (un peu moins de 30!) NdIR) comités spécialisés, groupes de travail et groupes d'experts s'occupent des domaines visés par les différents accords.

**LE COMITÉ DE L'AGRICULTURE.** Le comité de l'Agriculture relève du Conseil du commerce des marchandises. Il est composé de représentants de tous les pays membres et de représentants de grandes organisations internationales ayant le statut d'observateur dont, entre autres, le Conseil international des céréales (CIC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ce comité se réunit 3 à 4 fois par année.

## ANALYSE: SITUATION MONDIALE

L'OMC se targue d'avoir contribué "à créer un système commercial international solide et prospère qui a favorisé une croissance économique mondiale sans précédent" et dans ses principes fondateurs elle déclare que ses activités contribuent à "améliorer le bien-être des populations, réduire la pauvreté et favoriser la paix et la stabilité."

Un regard sur la situation mondiale permet de mettre en doute ces affirmations.

La situation alimentaire s'était déjà détériorée avant la crise du coronavirus: après des années de recul, la faim a regagné du terrain depuis 2014. Les Nations Unies attribuent l'aug-

## FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'OMC

- Siège: Genève, Suisse
- Créée le: 1er janvier 1995
- Créée par: les négociations du Cycle d'Uruguay (1986-1994)
- Nombre de membres: 164 Membres représentant 98% du commerce mondial
- Budget: 197 millions de francs suisses pour 2020
- Effectif du Secrétariat: 623 personnes
- Direction: Ngozi Okonjo-Iweala (Directrice générale)

mentation de la faim à la pauvreté et aux inégalités toujours plus criantes sur la planète, à la situation d'insécurité dans les régions touchées par des conflits et, toujours davantage, à l'avancée du changement climatique.

**MORGAN ODY**, paysanne en Bretagne, France, et coordinatrice générale de La Via Campesina, a déclaré au nom du mouvement paysan mondial: "L'Organisation mondiale du commerce est un projet qui a échoué. Notre mouvement paysan mondial appelle tous les États, en particulier ceux du Sud, à quitter l'OMC immédiatement. Il faut créer un nouveau cadre international pour l'agriculture et le commerce fondé sur la souveraineté alimentaire. C'est seulement ainsi que nous pourrions défendre les intérêts des petits producteurs alimentaires."

**LES BASES DU SYSTÈME OMC.** L'OMC s'appuie sur l'hypothèse que le commerce est la solution, un commerce sans entrave, mais négocié entre les parties.

Cet immense appareil essaie de négocier des consensus entre ses 164 membres qui sont en règle générale représentés aux réunions par leurs ambassadeurs et/ou des ministres. La participation aux diverses et très nombreuses réunions est nécessaire pour défendre la position de son Etat. Pour certains pays, il est très difficile de pouvoir libérer des ministres ou engager des experts sur la totalité des dossiers. Il y a donc déjà une grande inégalité liée à la participation de toutes et tous en toute connaissance de cause. Et l'histoire de l'OMC le démontre, même si les pays du sud global font front, ils n'obtiennent que très rarement ce pourquoi ils se battent.

**BURRY TUNKARA**, de l'Organisation gambienne des petites paysannes, des pêcheur-euses et des forestier-ères et une des principales jeunes leaders de La Via Campesina, confirme cette analyse: "L'OMC ne défend que les riches et leurs intérêts commerciaux. Il s'agit d'un outil du néo-colonialisme. Elle sert seulement les intérêts des multinationales pour trouver de nouveaux marchés et une main-d'œuvre moins chère. Il est temps de mettre un terme cela!"

**L'OMC AU SERVICE DES MULTINATIONALES.** Parmi les sujets à l'ordre du jour de la 12ème Conférence ministérielle (MC12) figurait la dérogation ADPIC (ou "TRIPS waiver"), du nom de la demande de suspension temporaire des droits de propriété intellectuelle de production et de commercialisation des vaccins, tests et médicaments anti-covid déposée par l'Inde et l'Afrique du Sud en octobre 2020. Celle-ci avait été soutenue par une centaine de pays ainsi que de nombreuses organisations et personnalités internationales, mais les États hébergeant les grandes firmes pharmaceutiques comme la Suisse ont systématiquement fait blocage. (Voir article d'Isolda Agazzi- Alliance Sud-OMC: la Suisse bloque la dérogation







# ... INSTRUMENT AU SERVICE DES PLUS FORTS.

COVID-19 jusqu'au bout <sup>1)</sup>. Cela démontre que même une proposition soutenue par une centaine de pays membres, ne passe pas la rampe. C'est d'autant plus scandaleux que cette demande avait pour but d'assurer une répartition équitable et un accès généralisé aux médicaments, tests, vaccins pour les pandémies de type COVID 19. Le compromis qui a été voté en juin dernier a de fait été imposé par les pays industrialisés qui ont décidé de privilégier les industries pharmaceutiques!

**SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.** Là de nouveau, de nombreux pays du Sud global (Indes et PMA – Pays moins avancés- entre autres), ont déposé une proposition concernant les stocks publics à des fins de de sécurité alimentaire nationale. Ceux-ci sont soumis à des restrictions voire des interdictions.

**YUDHVIR SINGH** de l'Union Bhartiya Kisan, qui fait partie des syndicats qui ont formé le fer de lance de la mobilisation historique des paysan-nes indien-nes en 2021, se basant sur l'expérience de son pays avec les stocks publics alimentaires, affirme: "Les paysan-nes ont besoin de politiques publiques fortes comme le prix minimum et le stock public pour continuer à vivre décemment en produisant des aliments. Les attaques de l'OMC contre notre modèle de régulation des marchés sont extrêmement dangereuses. Le G33 doit continuer à résister et à construire sur la base des aspirations et des espoirs des petit-es producteur-trices."

**SUBVENTIONS À LA PÊCHE.** Les négociations ont été lancées il y a plus de 20 ans et s'inscrivent dans les ODD de l'ONU. L'objectif était d'interdire certaines formes de subventions qui facilitent la pêche illégale et la disparition des espèces surexploitées. La Déclaration finale sur l'accord de pêche constitue un recul important pour les pays en développement. "Alors que le mandat de négociation reconnaît un traitement spécial et différencié pour les pays les moins avancés, ce principe a été réduit à une exemption de deux ans. Cette période de grâce très courte signifie que les subventions accordées aux pays en développement, y compris celles destinées aux pêcheur.euse.s artisanaux.ales et à petite échelle seront soumises aux règles de l'OMC." <sup>2</sup> Ces règles vont empêcher de nombreux petit.e.s pêcheur.euse.s d'accéder aux subventions.

**CONCLUSION.** L'OMC ne fera rien changer, les pays industrialisés, étroitement liés aux multinationales, sont pour leur majorité, convaincus que l'approche néo-libérale est la seule voie possible. Dans les pays du Sud, on ne croit pas à ce commerce humain, durable et équitable car on y vit la violence, les injustices.

Selon **ZAINAL ARIFIN FUAT** de Serikat Petani Indonesia et membre du Comité de Coordination International de LVC. "Les gouvernements doivent mettre fin à l'accaparement de l'eau, des semences et des terres par les sociétés transnationales et garantir aux petit.es producteur-trices des droits équitables sur les biens communs."

Pour **PERLA ÁLVAREZ** du Paraguay, et membre de la Coordination Latino-Américaine de La Via Campesina (CLOC) un changement systémique est urgent et nécessaire. "La crise alimentaire mondiale est un moment de vérité pour nous. Il n'y a pas de place pour l'approche "business as usual". Nous présentons des propositions à court et à long terme qui peuvent changer radicalement la façon dont le commerce affecte les communautés paysannes à travers le monde." •

## LES PROPOSITIONS DE LA VIA CAMPESINA

- L'OMC doit disparaître! L'accord sur l'agriculture devrait être démantelé et toutes les négociations de libre-échange devraient rester en dehors de l'agriculture!
- Mettre en place un Cadre Multilatéral Mondial pour la réalisation d'un Commerce International basé sur les principes de Souveraineté Alimentaire des Peuples et en accord à la Déclaration des Nations
- Unies sur les Droits des Paysan-nes et Autres Personnes Travaillant dans les Zones Rurales (UNDROP), d'autres instruments relatifs aux droits humains, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), et d'autres conventions et pactes fondés sur le droit à l'autodétermination des peuples.
- Rien sur nous, sans nous! La construction de ce cadre doit passer par un groupe de travail intergouvernemental multilatéral, comprenant une représentation et une participation égales et inclusives des mouvements sociaux et de la société civile.
- Garder les sociétés transnationales, les lobbyistes et les bras philanthropiques motivés par l'agenda néolibéral à l'écart de ces discussions et espaces, et écouter les peuples!
- Nous appelons les gouvernements à quitter l'OMC, à se tenir du côté des paysan-nes, des travailleuseuses et des peuples autochtones et à créer une alliance de pays progressistes pour faire avancer la Souveraineté Alimentaire et les Droits des Paysan-nes.
- Nous appelons à la mise en œuvre d'une Véritable Réforme Agraire et de politiques nationales qui promeuvent le droit à la terre et une transition intégrale et bien coordonnée vers des pratiques paysannes de production agroécologique.
- Nous appelons les gouvernements à créer des stocks publics alimentaires, achetés auprès des paysan-nes et des petites producteur-trices d'aliments à un prix de soutien juste, légalement garanti et viable pour les producteur-trices.
- Apporter une législation anti-dumping solide, ce qui est nécessaire pour empêcher les exportateurs de détruire les marchés locaux.
- Interdire l'utilisation de l'agriculture pour produire du bio-carburant. La nourriture devrait être une priorité absolue par rapport au carburant.

### EN SAVOIR PLUS:

1  
Communiqué de presse de Alliance sud et Public Eye: [www.alliancesud.ch/fr/politique/commerce-et-investissements/politique-de-libre-echange/la-suisse-bloque-la-derogation](http://www.alliancesud.ch/fr/politique/commerce-et-investissements/politique-de-libre-echange/la-suisse-bloque-la-derogation)

2  
Voir Focus on the Global South: <https://focusweb.org/>

### DANS LE PROCHAIN NUMERO,

nous présenterons les conséquences des accords de l'OMC pour la Suisse.



## BYE-BYE MICHELLE ET MATHIAS

UNITERRE-TEAM

C'est avec émotion et reconnaissance que l'équipe d'Uniterre prend congé ici de deux de ses coéquipiers! En effet, Michelle et Mathias s'apprêtent à voguer vers de nouveaux horizons.

Michelle est entrée au bureau d'Uniterre en 2017. Riche d'une très longue expérience dans la vulgarisation et le commerce équitable, elle a su nous faire profiter de ses connaissances, de son immense réseau et elle a mis un point d'honneur à guider l'équipe vers un travail plus structuré, tout en nous encourageant à nous remettre en question et à élargir notre questionnement. Très engagée en faveur d'un monde plus juste, gagnons que sa retraite anticipée ne sera probablement pas un long fleuve tranquille!

Mathias a fait ses premiers pas au sein d'Uniterre lors de la campagne pour l'initiative en faveur de la Souveraineté alimentaire, puis il a été engagé comme permanent syndical en 2016. En plus de la difficile mission de mobiliser des troupes en Suisse alémanique, Mathias a été l'homme des campagnes de votation, capable de rassembler les gens pour créer des réseaux et des alliances. Ce travail s'est naturellement poursuivi avec l'Intergroupe parlementaire Souveraineté alimentaire. Nous lui souhaitons tout le meilleur pour les prochains défis qu'il relèvera.

**MICHELLE, MATHIAS, MERCI DE TOUT CŒUR ET BON VENT!**

### RÉUNIONS DU COMITÉ

Le comité directeur se réunit toutes les 4 à 8 semaines. Les réunions à venir pour 2022 ont été planifiées ainsi:

15 septembre, 3 novembre, 16 décembre.

Les réunions se déroulent en principe à Bienne de 10h00 à 13h00 dans une salle proche de la gare. Tout membre peut, s'il le désire, assister à une réunion, sans droit de vote toutefois. En cas d'intérêt, merci de vous annoncer auprès de Maurus Gerber, président d'Uniterre.

Coordonnées bancaires pour vos dons

Banque Raiffeisen Broye Vully Lacs

1564 Domdidier

CCP de la Raiffeisen 17-1378-2

**IBAN : CH23 8080 8002 5119 3914 1**

UNITERRE

av. du Grammont 9 - 1007 Lausanne

UNITERRE est reconnu d'utilité publique par les autorités fiscales du Canton de Vaud. Vous pourrez déduire de vos impôts tous vos dons à UNITERRE. MERCI!

## OMC, DÉGAGE DE NOS CHAMPS!

MATHIAS STALDER  
SECÉTAIRE D'UNITERRE

Le 11 juin 2022, Uniterre et La Via Campesina se sont mobilisées avec une large alliance contre la 12ème conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue du 12 au 17 juin 2022 à Genève. L'OMC et les accords de libre-échange favorisent sans scrupule l'agriculture industrielle, provoquent la concentration des entreprises, creusent les inégalités et la faim. Environ 650 personnes ont répondu à l'appel.

**DE NOMBREUX DÉLÉGUÉS INTERNATIONAUX** de La Via Campesina étaient en tête du cortège de la manifestation. Le message adressé à l'OMC était clair: une politique agricole qui protège les paysan.nes et leurs revenus et qui ne les mette pas en concurrence avec des produits de dumping. La fin de la dérégulation des marchés agricoles qui ne profite qu'aux multinationales et la revendication de maintenir les stocks alimentaires publics afin de lutter contre les crises alimentaires. Le Mouvement pour la Souveraineté alimentaire réclame un tournant décisif, l'abandon du libre-échange au profit de marchés locaux résilients et l'abrogation de l'accord agricole de l'OMC.

**LES VOIX D'AMÉRIQUE DU SUD, D'AFRIQUE ET D'INDE** ont illustré l'importance et l'urgence de ces revendications. Ainsi, Zainal Arifin Fuad, de l'organisation partenaire indonésienne SPI et membre du comité international de La Via Campesina, nous a rappelé les graves conséquences que l'introduction du système UPOV, par le biais de l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, pourraient entraîner pour les semences paysannes et rappelle qu'ils vont se battre de toutes leurs forces pour l'éviter.

**CETTE RENCONTRE INTERNATIONALE** a mis en évidence l'importance de relier les luttes par-delà les frontières. Une conférence de presse et une table ronde publique le 13 juin 2022 sur le thème "OMC sort de l'agriculture - stratégies de lutte pour la souveraineté alimentaire des peuples" ont permis d'approfondir la discussion. •

**Maurus Gerber, Président:**

maurus.gerber@bluewin.ch

Vi 292, 7550 Scuol GR

Tel. 081 864 70 22

**Philippe Reichenbach, Vice-Président:**

boisdarbre1971@gmail.com

Tel. 079 640 89 63

**Bureau Uniterre**

info@uniterre.ch

Tel. 021 601 74 67

LE COURRIER

**Votre  
abonnement,  
la garantie  
d'un média  
indépendant**

**Essai Web  
2 mois: CHF 19.-**

[www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)

## AGENDA

**Marché bio Rheinau**

3 -4 septembre

Klosterplatz, 8462 Rheinau

**Nourrir la ville - l'exemple de la ville de Bienne**

Jeudi, 15 septembre 2022

Terrain Gurzelen avec la participation de Mathias Stalder

Programme disponible sur notre site.

Organisation: Agridea

**Festival AlternatYv**

15 - 18 septembre 2022, Yverdon-les-Bains, Conférence

sur l'OMC et le libre-échange dans l'agriculture, (K.Schatton, A.Silva, R.Berli)

**Marché bio Saignelégier**

17-18 septembre

Saignelégier, Marché Concours

**Begegnungsallemend**

Samedi, 8 octobre, Ecublens

**Journée mondiale de l'alimentation**

13, 15, 16 octobre

Les villes comme hotspots de la transition des systèmes

alimentaires: <https://contrelafaim.ch>

**Agenda complet sur notre site**

[www.uniterre.ch/actions/agenda](http://www.uniterre.ch/actions/agenda)

## LES SECTIONS D'UNITERRE

Les sections cantonales sont la colonne vertébrale d'Uniterre. Devenez membre et engagez-vous dans le travail des sections!

**Neuchâtel** Philippe Reichenbach 079 640 89 63

**Genève** Ruedi Berli 078 707 78 83

**Fribourg** Laurent Curty 079 508 86 35

**Vaud** André Muller 021 652 75 50

**Jura/Jura bernois** Christine Gerber 032 484 02 41

**Chablais** Pierre Moreillon 024 499 21 17

**Valais** contact: Bureau Uniterre

**Deutschschweiz** Katharina Schatton 078 740 17 89

## IMPRESSUM

**Secrétariat / Publicité**

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,  
021 601 74 67 [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

**Rédaction**

Ulrike Minkner, [u.minkner@uniterre.ch](mailto:u.minkner@uniterre.ch)

Michelle Zufferey, [m.zufferey@uniterre.ch](mailto:m.zufferey@uniterre.ch)

**Editeur, Abonnements et changements d'adresse**

Claude Mudry, [c.mudry@uniterre.ch](mailto:c.mudry@uniterre.ch)

**Traductions**

Angelika Nagel et Bureau Uniterre

**Photographies/ Illustrations**

**Fotos**

Eric Roset 1,2,3,4,6,7

Laurent Vonwiller 5

**Edition photographies**

Markus Schönholzer

**Imprimerie**

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs

1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26

Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.